

# féminisme populaire et intégration régionale





# féminisme populaire et intégration régionale

CAPIRE





## ➤ **Présentación**

04

### ➤ **Les défis du féminisme : entre cooptation libérale et attaques conservatrices**

NALU FARIA | 06

### ➤ **Intégration des peuples pour faire face aux crises systémiques et transformer la société**

KARIN NANSEN | 11

### ➤ **Le féminisme construit des ponts pour l'intégration des peuples**

ALEJANDRA ANGRIMAN | 16

### ➤ **Féminisme populaire et révolutionnaire à Cuba**

ELPIDIA MORENO | 20

### ➤ **Norma Cacho: « La Marche Mondiale des Femmes construit des pratiques concrètes contre l'économie coloniale depuis des années »**

ENTRETIEN | 24

### ➤ **Alejandra Laprea: « les révolutions ne viennent pas avec un manuel »**

ENTRETIEN | 29

### ➤ **Le cheminement des peuples des Amériques vers le socialisme**

IRENE LEÓN | 33

### ➤ **Alternatives féministes aux dilemmes de l'humanité: affronter le capitalisme dans le présent**

ANA PRISCILA ALVES | 39



# Présentation

Cette publication virtuelle rassemble des élaborations féministes sur la construction de l'internationalisme et sur la participation fondamentale des femmes combattantes aux processus d'intégration des peuples.

Dans les interviews inédites, Alejandra Laprea et Norma Cacho parlent de l'organisation de la Marche Mondiale des Femmes dans les Amériques et des défis internationaux du mouvement ; les textes d'Alejandra Angriman, Elpidia Moreno et Karin Nansen sont des éditions de leurs discours lors du webinar "Féminisme et intégration régionale", tenu en novembre 2023 ; ceux d'Ana Priscila Alves et Irene León apportent leurs contributions à la 3e conférence Dilemmes de l'humanité dans ses étapes régionale et internationale, en septembre et octobre 2023. Le texte de notre chère compagne Nalu Faria, initialement publié en 2021, a été choisi pour ouvrir notre publication, ravivant sa mémoire, son héritage et sa vision précise sur les stratégies de construction du féminisme populaire.

En particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, nous sommes confrontées à une histoire d'offensives impérialistes qui, depuis plus de cinq siècles, ont imposé la violence sur nos territoires et nos modes de vie. À l'époque actuelle, ces offensives proviennent de campagnes et de forces conservatrices, néolibérales et fascistes, alignées sur des projets de subordination, d'exploitation, d'extractivisme – des projets à la demande des États du Nord global et des sociétés transnationales, qui accumulent un plus grand pouvoir que de nombreux États.

En même temps, nous voyons une profusion de luttes à travers le continent, avec une marque commune : les femmes en première ligne, articulant, dénonçant, soutenant la vie, la communauté et le mouvement. Dans les résistances quotidiennes, elles perçoivent les liens entre patriarcat, racisme et capitalisme néolibéral. Contre ce modèle autoritaire, elles proposent un féminisme populaire, antiraciste, diversifié, profondément enraciné dans les territoires, mais aussi attentif aux expériences des lieux voisins, pratiquant, dans l'internationalisme, le principe d'unité dans la diversité, rejetant la concurrence entre frontières nationales historiquement violentes et coloniales.

Les mouvements populaires latino-américains et caribéens sont des bâtisseurs de possibilités collectives, même face à des contextes de répression, d'autoritarisme et d'austérité. Ils le font avec créativité, pariant sur la construction de vastes processus politiques, sur des transformations anti-systémiques, sur l'approfondissement de la démocratie et d'une souveraineté populaire qui englobe plusieurs dimensions. En ce sens, nous défendons l'intégration régionale en tant que projet qui implique tous les domaines de la vie, tels que la communication, la culture et l'économie, guidés par la souveraineté alimentaire,

énergétique et technologique. L'intégration régionale avance avec des gouvernements progressistes, qui sont le fruit de luttes et de mobilisations populaires dans chaque pays, mais se renforce principalement par l'action des peuples.

Pour la Marche Mondiale des Femmes dans les Amériques, l'intégration régionale rappelle des moments clés de la lutte continentale, qui résonnent encore aujourd'hui, comme la victoire populaire contre la ZLEA. Elle indique également les voies futures de renforcement des alliances, d'approfondissement de notre vision stratégique de l'économie féministe et de la durabilité de la vie, et de construction d'un champ féministe international combatif, diversifié et en constante évolution.

Avec cette publication, nous espérons contribuer à la réflexion des compagnes de nos coordinations nationales et organisations alliées. Et, en même temps, nous cherchons à contribuer aux actions fondamentales du calendrier des luttes qui s'ouvre : la Journée latino-américaine et caribéenne d'intégration des peuples, qui aura lieu à Foz do Iguazu du 22 au 24 février 2024 ; et la 6ème Action internationale de la MMF, qui aura lieu tout au long de 2025, sous la devise "Nous continuerons la marche contre les guerres et le capital, pour la souveraineté populaire et le bien-vivre", qui nous guide en tant que mouvement dans le présent, vers l'avenir.

Bonne lecture !



Les défis du féminisme :  
entre cooptation  
libérale et attaques  
conservatrices

PAR NALU FARIA

# Les défis du féminisme : entre cooptation libérale et attaques conservatrices

PAR NALU FARIA

Il est indéniable qu'il y a aujourd'hui une expansion du féminisme dans divers secteurs. Cela est devenu un agenda général de la société et pas seulement des mouvements féministes organisés. Il y a une multiplicité d'agendas et de secteurs, mais il y a aussi des significations communes et convergentes. Certaines d'entre elles sont : la reconnaissance de la dimension patriarcale et raciste du capitalisme ; la nécessité de faire face aux traits androcentriques du modèle actuel ; l'importance de défendre la diversité et la dissidence sexuelle ; la nécessité d'affirmer d'autres valeurs et des moyens plus démocratiques et horizontaux d'exercer le pouvoir ; la lutte contre la violence ; la lutte pour le droit à l'avortement ; la reconnaissance de l'agenda des soins ; et la nécessité de l'auto-organisation des femmes. Nous analysons que ces sens, ensemble, font partie des succès du mouvement féministe et de sa capacité à influencer l'ensemble de la société et des espaces d'élaboration tels que l'université. D'un autre côté, cela apporte également des défis et des contradictions.

Une partie de ces défis et contradictions réside dans le champ des différentes expressions du mouvement féministe, c'est-à-dire la pluralité des positions qui expriment différentes manières de traiter l'agenda politique et de donner un sens au féminisme. En général, on peut parler d'un premier niveau, qui serait les secteurs qui examinent la nécessité d'une transformation générale de la société; et, d'autre part, d'un féminisme libéral qui ne se préoccupe pas de ces transformations structurelles et finit par se concentrer sur une perspective de droits individuels. Au-delà de ces défis, nous avons l'offensive des secteurs de droite, qui se déploie en deux piliers: celui de la cooptation et de la pseudo-incorporation du féminisme, que nous appelons [maquillage lilas](#); et les attaques néoconservatrices de l'extrême droite.

Il est très nécessaire que le débat entre nous et la définition d'un projet politique provienne d'un féminisme anti-systémique. La référence à l'anti-systémique est basée sur la compréhension que le modèle actuel est capitaliste, hétéropatriarcal, raciste et colonialiste. Il s'agit donc d'une vision d'imbrication des différentes formes d'oppression. Nous comprenons qu'il ne sera possible de démanteler ce modèle que si nous surmontons simultanément cet ensemble de relations. De plus, il est important de souligner que la logique d'accumulation qui organise ce modèle repose sur cet ensemble d'oppressions. Il est essentiel de regarder les bases matérielles de la dynamique imposée par ce modèle.

Dans notre processus, nous nous sommes définies comme [constructrices du féminisme populaire](#). Mais il est nécessaire d'affirmer que nous sommes à un moment où plusieurs secteurs qui partagent cette définition large ressentent également le besoin d'affirmer leurs singularités. Ainsi, nous avons le féminisme paysan et populaire, le féminisme communautaire, le féminisme noir, entre autres, qui s'articulent en unité et élaborent également leurs propres agendas et perspectives.

La construction des sujets politiques comme protagonistes des transformations sociales est ce qui garantit qu'elles se produisent. Cela nous amène à comprendre et à pratiquer l'auto-organisation comme fil conducteur des luttes, déterminant l'auto-émancipation de toutes les personnes opprimées.

La place des femmes dans la division sociale, sexuelle et raciste du travail est ce qui explique leur besoin de protagonisme en tant que sujettes politiques. Les femmes ont plus besoin que les hommes d'accéder aux biens communs et, par conséquent, elles sont plus engagées dans leur défense, à la campagne comme en ville, comme le démontre Silvia Federici dans son article « [Féminisme et politique des communs](#) ».

Une perspective féministe d'analyse de ce protagonisme part de la reconnaissance des femmes comme sujettes principales du travail reproductif, qui soutient la vie commune.

Les propositions construites à partir d'une position de féminisme populaire synthétisent plusieurs contributions, à la fois du débat et de la consolidation des agendas politiques, ainsi que du processus d'organisation et d'articulation dans l'ensemble des luttes. Ces synthèses et propositions sont basées sur des actions concrètes qui modifient la société et la vie des femmes, montrant qu'il est impossible de séparer les débats de l'agenda et de la constitution du sujet politique. Le fait que le féminisme populaire intègre la classe ouvrière dans sa diversité contribue à la définition du projet politique avec une position qui cherche un changement intégral par rapport à un paradigme libertaire et émancipateur d'autonomie et d'égalité. En ce sens, il est important de reprendre l'analyse de Beth Lobo, dans [La classe ouvrière a deux sexes](#) [A classe operária tem dois sexos], sur les reformulations des pratiques des femmes populaires et noires comme stratégie de survie et aussi de résistance à la domination et à la subordination.

En ce qui concerne le féminisme qui est devenu un agenda présent dans la société dans son ensemble, un premier point à considérer est que, dans ce cadre, il y a la croissance des vues libérales du féminisme. Cela se matérialise par diverses initiatives, telles que la création d'organisations sectorielles de professionnels du secteur intermédiaire et du secteur des affaires, diverses initiatives de conseil, de formation et de marketing, des blogs et des chaînes virtuelles d'influenceurs libéraux. Dans les initiatives académiques, nous voyons des traits moins critiques. Il existe différents types d'initiatives dans cette composition. Aujourd'hui, la participation des femmes dans les espaces de gestion du capital est souvent placée dans le cadre de « l'agenda féministe ». L'agenda que ces secteurs qualifient de féministe est très éloigné de ce que, historiquement, la majeure partie du mouvement

féministe a défini comme ce que nous appelons le champ anti-systémique du féminisme. Ce domaine va au-delà de la vision libérale des droits individuels, de l'autonomisation ou de « l'équité » avec les hommes de la classe moyenne ou de l'élite.

Les visions libérales et réformistes se disputent le féminisme et sont plus présentes qu'on ne l'imagine à première vue. Un exemple est la centralité qui a aujourd'hui pour thème « les femmes et le pouvoir », sans remettre en cause le modèle de pouvoir, voyant la représentation dans les espaces de pouvoir comme la solution des maux. Les initiatives médiatiques de ces secteurs ont souvent un attrait même pour les mouvements sociaux. Mais le plus grave, c'est que cela a fait partie d'une dilution du rôle des mouvements de femmes. En fin de compte, ce qui est renforcé, ce sont les protagonismes individuels et médiatiques. Le plus problématique est que l'action des secteurs populaires du mouvement des femmes est invisibilisée, tout comme le rôle de leur résistance quotidienne à la croissance du féminisme.

Comme nous l'avons déjà souligné, une partie de ce processus de contestation des positions est le fait que certaines parties des secteurs dominants organisent leur offensive de cooptation du féminisme à travers l'incorporation de certaines parties du discours féministe par l'industrie du divertissement, avec le soutien de femmes représentantes des élites. Les ambiguïtés de ce processus ne peuvent nous empêcher de reconnaître la stratégie de banalisation du contenu critique du féminisme.

D'autre part, l'offensive réactionnaire de l'extrême droite met à mal le féminisme et tous les secteurs de la lutte émancipatrice. Ce sont les deux faces d'une même pièce néolibérale. Observer cette situation dans son intégralité complique les réponses nécessaires, qui doivent être données par le féminisme populaire, anticapitaliste et antiraciste. En plus d'organiser et d'élargir une vision critique, formuler et pratiquer des réponses féministes implique l'organisation, c'est-à-dire la capacité de positionner un agenda qui concrétise les luttes et indique les chemins vers une autre économie.

## Un nouveau devenir

Un grand défi pour le féminisme populaire est de positionner avec plus de force la remise en question globale du modèle actuel et de la vision d'une nouvelle société, avec de nouvelles relations, d'autres façons d'organiser le travail, d'assurer la durabilité de la vie et de créer de nouvelles subjectivités basées sur l'autonomie, la réciprocité et l'égalité. Les accumulations de la pratique quotidienne des femmes pointent plusieurs éléments de ce nouveau devenir: reconnaissance et appréciation des relations affectives, bien-être, soin, transcendance.

Pour cela, il est essentiel de reconnaître et de valoriser les expériences populaires, organisées à partir de la lutte quotidienne pour soutenir la vie. Ces actions sont des expériences destinées au collectif, dans une perspective des communs. Ils jouent un rôle central dans la construction du lien, l'occupation des territoires et la redéfinition des frontières entre les espaces privés et publics, puisque la satisfaction des besoins et le bien-être sont des

préoccupations du collectif. Il y a un grand [protagonisme des femmes noires, indigènes, périphériques et paysannes](#) dans ces luttes et processus de construction de réponses collectives. Le fait que l'inclusion des femmes dans le travail salarié se concentre sur les activités liées aux soins a des répercussions sur leur rôle dans les luttes pour la défense des communs et la durabilité de la vie devant la société dans son ensemble.

Il est nécessaire d'éclairer les processus de résistance avec des actions qui tendent la logique du marché.

Celles-ci sont généralement liées à des revendications vis-à-vis de l'État, mais aussi à la récupération d'autres formes de sociabilité et de culture. Cela [confronte le modèle actuel](#), qui pousse les gens à la compétitivité, à l'individualisme, à se refermer devant la télévision et les écrans mobiles, formes de loisirs isolées et définies par l'industrie du divertissement.

La construction de ces processus et espaces occupe et implique la communauté, favorise des expériences de travail collectives, autogérées, solidaires et basées sur la réciprocité. Ce sont des expériences qui modifient le temps présent et, en même temps, indiquent la possibilité d'une réorganisation sociale sans exploitation et sans hiérarchies.

Basée sur la résistance, la résilience et les propositions des femmes, cette vision du féminisme dans le cadre d'un projet anti-systémique concrétise une action qui met la vie au centre, à travers la compréhension de notre interdépendance en tant qu'êtres humains et de notre dépendance à la nature.

---

**Nalu Faria** était une militante de la Marche mondiale des femmes, qui a participé au Comité international entre 2016 et 2023. Nalu est décédée en octobre 2023, laissant derrière elle de la mémoire, des leçons et de l'espoir. Ce texte a été initialement publié sur le portail de l'[Agence Latino-Américaine d'Information](#) (ALAI) en avril 2022.

Vive Nalu Faria!





# Intégration des peuples pour faire face aux crises systémiques et transformer la société

PAR KARIN NANSEN

# Intégration des peuples pour faire face aux crises systémiques et transformer la société

PAR KARIN NANSEN

La gravité des crises socioenvironnementales systémiques – les crises du climat, de la biodiversité, de l'eau, de la faim, des inégalités, des soins – exige de nous une articulation beaucoup plus profonde des luttes, des processus de résistance et des projets politiques qui se créent à partir des mouvements populaires du continent et du monde.

Il est impossible de s'attaquer aux crises à partir des frontières nationales, ou seulement au niveau territorial et local. À l'origine des crises, nous identifions un système d'accumulation capitaliste, patriarcal, raciste, colonialiste et impérialiste, qui s'est historiquement construit sur la base de l'esclavage, du génocide, de la destruction des continents et de l'asservissement de nos peuples. C'est un système d'accumulation qui s'étend continuellement au niveau local, intégrant de nouveaux territoires, mais aussi de nouvelles sphères de vie en société. Affronter ce système nécessite un regard qui dépasse le local ou le national et qui puisse avoir une perspective régionale et internationaliste.

Les sociétés transnationales sont des acteurs centraux de ce processus d'accumulation et de précarité de la vie et du travail. Elles sont les protagonistes du processus de destruction et d'expropriation des terres, des forêts et des eaux. Leur travail dépasse largement les frontières nationales. Elles ont beaucoup plus de pouvoir que les États nationaux et imposent constamment leurs projets, normes et logiques, en particulier dans un continent comme le nôtre, qui a historiquement eu une insertion très dépendante dans le système capitaliste et dans l'économie mondialisée néolibérale.

En Amérique latine, le processus d'accumulation mené par de puissantes sociétés transnationales et des groupes économiques nationaux est basé sur l'extraction de matières premières et l'exploitation du travail. Et cette exploitation s'étend à nos territoires, à nos peuples, à nos corps et au travail des femmes, en particulier des femmes racialisées. Le pouvoir et l'impunité des sociétés transnationales sont renforcés par de nouvelles normes, présentes dans les accords de libre-échange et les traités bilatéraux d'investissement, entre autres instruments néolibéraux. De plus, les sociétés transnationales ont le pouvoir d'intenter des poursuites contre les États lorsqu'elles considèrent qu'une politique publique ne les favorise pas. Si elles considèrent qu'une politique publique favorisant le bien commun nuit à leurs profits, elles intentent une action en justice devant des tribunaux d'arbitrage internationaux, tels que le Centre international pour le règlement relatifs à des investissements (CIRDI), qui opère sous l'égide de la Banque Mondiale. En général, les

tribunaux d'arbitrage se prononcent en faveur des sociétés transnationales, attaquant la capacité souveraine des États à décider des politiques publiques les plus appropriées.

*Cette violation constante des droits, cette attaque constante contre la vie qui reste impunie ne peuvent être affrontées que localement.*

Dans le féminisme populaire, nous apprenons des luttes de résistance de notre continent et comprenons le besoin urgent d'intégration des peuples, de construction de l'unité dans la diversité pour démanteler l'impunité des entreprises, la destruction territoriale et les attaques continues contre nos droits et pour consolider nos projets politiques émancipateurs. Ce sont les femmes autochtones, paysannes, quilombolas, ouvrières, des classes populaires qui sont les plus touchées par ces processus de destruction et d'attaques continues. Ce sont aussi elles qui mènent réellement les luttes et résistent à cette offensive. Les femmes populaires jouent un rôle central en tant que sujets politiques dans la défense du territoire et dans la défense des projets politiques collectifs. Ce sont elles qui s'organisent et se mobilisent à plusieurs reprises pour affronter le projet d'accumulation des entreprises.

Nous avons appris des compagnes de la Marche Mondiale des Femmes la nécessité de miser sur la construction de projets politiques populaires régionaux et de nous renforcer collectivement en tant que sujets politiques populaires. Dans un contexte de crises systémiques profondes qui menacent les systèmes écologiques qui rendent la vie possible, et l'offensive brutale que la droite et le capital lancent dans de nombreux pays de notre continent, nous avons la responsabilité et le devoir d'avancer dans cette construction d'unité autour de projets politiques émancipateurs qui nous permettent de démanteler les systèmes de domination, d'oppression et d'exploitation de nos peuples et de la nature.

Historiquement, nos peuples organisés ont construit ces processus et projets politiques émancipateurs, tels que la souveraineté alimentaire. Ces projets nous permettent de contester les imaginaires et les significations, ainsi que de jeter les bases et les principes qui nous permettent d'apporter une réponse intégrale et structurelle aux crises systémiques, et qui doivent organiser nos sociétés.

Nous construisons l'intégration autour de la résistance et de la lutte contre la concentration du pouvoir et des richesses, les inégalités, le pillage, l'accaparement, la pollution et la destruction des territoires, conséquence de l'avancée de l'agro-industrie, des mines, des barrages, des énergies fossiles. Dans cette perspective, l'unité et la construction de l'intégration impliquent d'approfondir et de consolider les propositions de transformation du système alimentaire, du système énergétique et du système économique, en rompant avec les dichotomies qui nous sont imposées entre société et nature, travail productif et reproductif, et la division sexuelle du travail.

Aujourd'hui, il est également fondamental sur notre continent de s'organiser pour contester la politique et les politiques publiques, car nous devons reprendre le contrôle des décisions qui ont trait à l'organisation de nos sociétés et à notre relation avec la nature. Contester la politique, comme nous l'a enseigné Nalu Faria, signifie aussi contester et décoloniser

l'État, redéfinir son rôle autour de la durabilité de la vie, de la défense de la nature et des droits des peuples. C'est un différend profond, qui redéfinit ce qu'est l'État et comment nous construisons l'institutionnalité politique au niveau régional, à un moment où la délégitimation de la politique est installée et des êtres néfastes sont imposés, comme Javier Milei en Argentine.

Nous devons contester la sphère économique. Grâce à la Marche Mondiale des Femmes, nous avons des contributions fondamentales à tous nos mouvements autour de l'économie féministe. L'économie féministe nous offre les principes et les lignes directrices nécessaires pour organiser la production et la reproduction de la vie et assurer la satisfaction des besoins de notre peuple. Principes communs à ceux de la souveraineté alimentaire, qui visent à la transformation radicale de la production, de la distribution et de la consommation de tout ce qui est nécessaire à la vie. L'économie féministe dans une clé régionale met l'accent sur l'organisation à tous les niveaux, en soulignant l'importance du lien entre les classes ouvrières de la campagne et de la ville. Et les femmes organisées jouent un rôle essentiel dans la construction de la souveraineté alimentaire sur notre continent. Dans ce contexte, nous nous opposons fermement à l'économie verte qui transforme la nature en marchandise et tente de l'imposer à notre région. Et nous continuons à lutter, comme nous l'avons fait historiquement, contre le néolibéralisme, qui privatise de plus en plus de sphères de la vie en société et dans la nature. Comme l'a démontré la pandémie, le néolibéralisme ne garantit pas la durabilité de la vie, mais menace la vie.

L'intégration régionale doit partir de la reconnaissance du travail de soin comme principe d'organisation des processus économiques et de la nécessité de mettre fin à la division sexuelle du travail, ainsi qu'à l'exploitation du corps et du travail des femmes. Pour ce faire, nous devons garantir l'autonomie collective des femmes dans les processus de repenser et de reformuler nos économies dans une clé régionale.

Une guerre de territoire fait rage à travers le continent. D'un côté, il y a les peuples qui ressentent et vivent le territoire comme un espace de production et de reproduction de la vie, comme un espace de lutte, de construction politique et culturelle, de mémoire. D'autre part, les entreprises qui voient les territoires comme une plateforme d'accumulation de capital, comme une source inépuisable de ressources. Il est fondamental dans ce conflit de renforcer le pouvoir et le contrôle de nos peuples sur les territoires, ruraux et urbains, au-delà des frontières, en résistant au réductionnisme qui convertit la nature en unités pouvant être achetées et vendues sur le marché, et la transformation des fonctions de la nature en services.

Nous devons reprendre le contrôle de la connaissance et de la technologie, en soulignant son caractère public. Dans la mesure où la technologie est privatisée, concentrée entre les mains de quelques entreprises, elle devient un instrument de plus grande exploitation des classes populaires et de la nature.

Notre perspective sur l'intégration doit se concentrer sur l'internationalisme comme base de l'unité et de la solidarité des peuples et d'un nouveau multilatéralisme. Une intégration qui empêche les actions criminelles, telles que celles menées aujourd'hui par le gouvernement israélien contre le peuple palestinien. Ces processus d'intégration régionale ont été construits historiquement et continuent de l'être. Pour renforcer les sujets politiques dans une perspective émancipatrice régionale, il est essentiel de connaître notre histoire, d'en garder la mémoire vivante et, surtout, de résister à l'imposition de nouveaux imaginaires pervers par les mains de la droite.

---

**Karin Nansen** est membre de REDES – Amis de la Terre Uruguay, et de la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme. Ce texte est une édition de sa présentation lors du webinaire « Féminisme et intégration régionale », organisé par la MMF Amériques le 30 novembre 2023.



Le féminisme  
construit des ponts  
pour l'intégration  
des peuples

PAR ALEJANDRA ANGRIMAN

# Le féminisme construit des ponts pour l'intégration des peuples

PAR ALEJANDRA ANGRIMAN

L'Amérique latine et les Caraïbes sont un territoire de dispute matérielle et symbolique. L'avancée de la puissance et de la cupidité de l'empire au cours des dernières décennies est stupéfiante, et s'est accélérée et est implacable. Il s'agit d'une expansion sans précédent de la violence et du pillage. Cela se reflète au niveau institutionnel, économique et productif, à travers les politiques néolibérales mises en œuvre par les représentants corporatifs du pouvoir concentré, qui mettent en pratique des stratégies pour détruire les conditions de vie de nos peuples.

Cette réalité implique, pour nous, la construction de conditions d'organisation populaire pour contester tous les espaces dans lesquels se déroule la lutte pour surmonter les inégalités et les asymétries de nos sociétés. Nous devons mener une lutte émancipatrice qui nous permette de définir une autre façon de reproduire la vie en commun. En ce sens, les contributions du féminisme – et en particulier la Marche Mondiale des Femmes – et tous les débats tenus lors de la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme ont été très importants pour notre organisation.

L'expérience de la formation de nos pays a montré que l'administration des États ne suffit pas, car la matrice coloniale et néolibérale a profondément infiltré les structures et limité le développement et la transformation dont nos sociétés ont besoin. En ce sens, il est fondamental pour la classe ouvrière de revendiquer la lutte pour le pouvoir et la représentation politique des peuples. Cela doit nous unir, pas nécessairement avec un parti politique, mais avec un projet politique émancipateur.

Les féminismes latino-américains ont une vertu : ils ont créé une identité politique capable de placer dans le scénario régional la remise en question radicale des systèmes de connaissance et d'organisation de la société. Surtout depuis les années 1990, la construction de la citoyenneté et la nécessité d'approfondir la démocratie dans les pays de notre région ont commencé à être à l'ordre du jour, et la relation entre les mouvements et les États, ainsi que le développement de stratégies pour influencer ces processus démocratiques, ont commencé à être au centre du débat. Le féminisme populaire développé sur notre continent a contribué de manière fondamentale à exposer ces tensions.

Aujourd'hui, en ce qui concerne l'agenda, une question centrale se pose : quelle place faut-il accorder aux efforts d'institutionnalisation de la politique des droits dans des contextes d'aggravation de l'exclusion et des inégalités sociales ? Les réalisations de ces dernières années ont été importantes, mais elles semblent très modestes face aux défis de l'intégration de

l'égalité et des droits dans le débat démocratique. L'objectif de la construction démocratique devrait être la création d'une vie digne d'être vécue. La lutte pour les droits des femmes nécessite le développement d'une vision stratégique de l'avenir, dans laquelle les agendas féministes ne sont pas seulement basés sur la défense discursive et la revendication de leur propre espace, mais sur l'articulation des revendications démocratiques de la société. Que des espaces de contestation et d'alternatives soient garantis en termes de réflexion, mais aussi – comme le disait Nalu Faria – en termes d'action.

Puissions-nous être en mesure d'élaborer non seulement ce qui est possible, mais aussi ce qui est souhaitable.

À la Confédération Syndicale des Amériques (CSA) et dans ma propre organisation, la Centrale de travailleurs et travailleuses d'Argentine - Autonome (Central de Trabajadores y Trabajadoras de Argentina - Autónoma - CTA), nous avons un agenda fortement lié à la lutte du mouvement féministe populaire. Nous faisons une réflexion sur les débats qui se construisent sur notre continent. Nous ne parlons pas seulement d'un féminisme populaire, nous parlons également des apports des féminismes décoloniaux sur notre continent, qui nous permettent d'aborder différents aspects de l'intégration sous un angle différent.

La pensée décoloniale approfondit notre féminisme, nos perspectives sur les conflits Nord-Sud, la dimension mondiale et les liens locaux, pour dénoncer la colonialité qui persiste dans nos territoires et nos corps. Il nous permet d'analyser des questions allant de la géopolitique à la dépendance économique et culturelle et à l'injustice sociale dans la région. Cela nous permet également de chercher des réponses à travers la résistance, qui est liée à la tentative de décolonisation du savoir et du pouvoir. Ce féminisme décolonial qui a émergé dans les années 1980 comme une révision critique des féminismes hégémoniques doit être récupéré.

Le féminisme hégémonique continue d'être présent dans notre région et établit une vision unique et universelle, basée sur les préoccupations des femmes blanches, occidentales, européennes ou nord-américaines. Il est important de revenir sur les féminismes noirs, qui ont été les premiers à se positionner par rapport à ces féminismes occidentaux. Nous devons revenir à la tradition de la pensée critique latino-américaine, y compris la critique de la cooptation internationale du féminisme. Une partie du féminisme qui a émergé dans les années 1990 a été cooptée par des organisations non gouvernementales et des organisations financières internationales qui tentent de nous insérer dans un agenda lié à la défense des droits individuels, niant ou mettant les droits collectifs en veilleuse.

Il faut revaloriser les savoirs situés et horizontaux, sans prétention d'universalisme ni vérités indiscutables, afin d'obtenir des réponses plus précises et plus alignées sur les problèmes de notre région. Notre féminisme populaire, dans ses différents courants, a eu la capacité de repenser le concept de pouvoir et les luttes pour le pouvoir, en mettant l'accent sur les

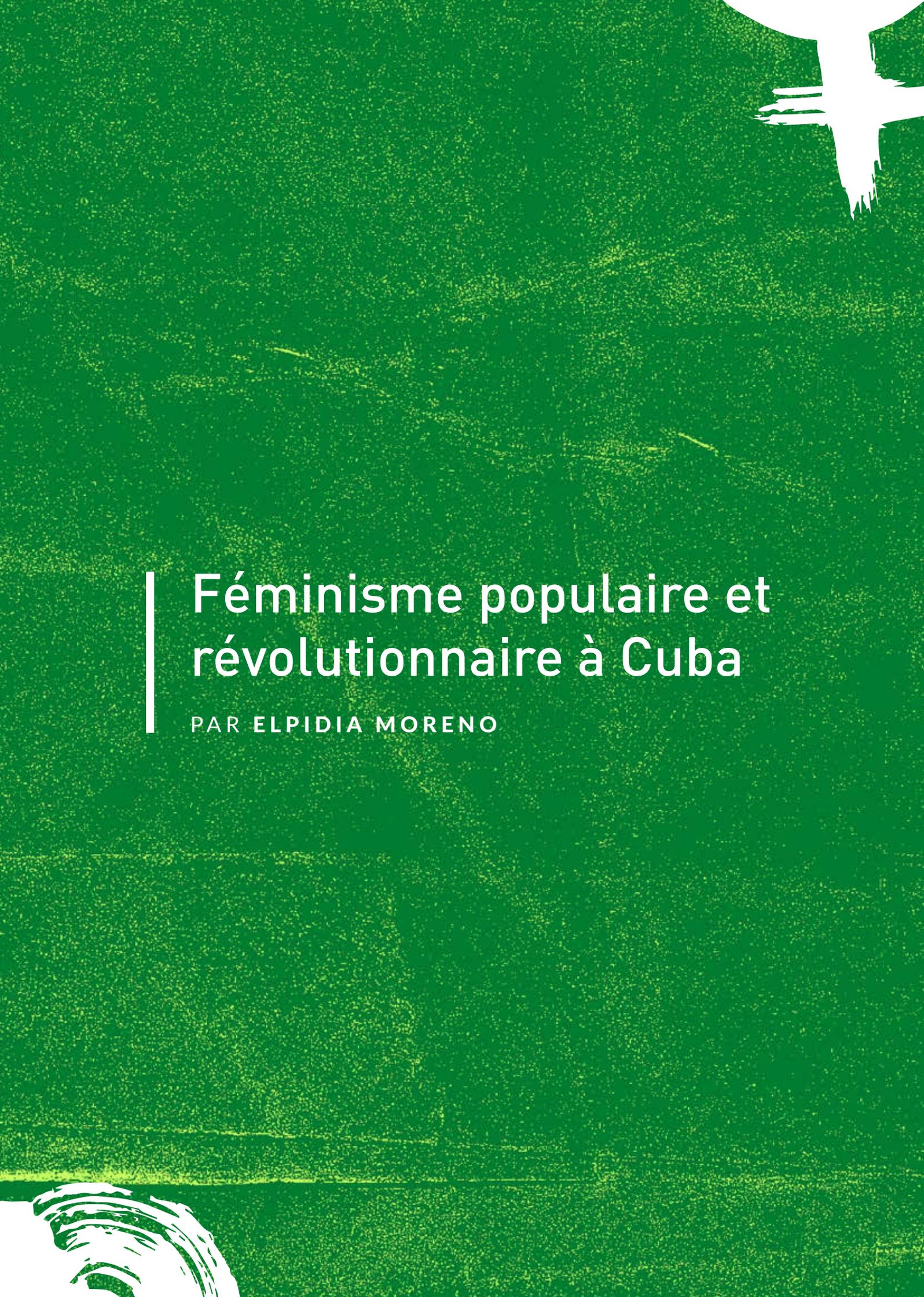
différentes formes d'oppression. À partir de la promotion de l'horizontalité des relations, nous devons continuer à contribuer à la critique de l'ordre international, en désarticulant les relations structurées autour de la masculinité.

De cette façon, nous pouvons continuer à réfléchir et à poser de nouvelles questions: quels sont les rôles sociaux construits et assignés aux hommes et aux femmes dans les processus d'intégration régionale ? Quelles autres inégalités sont liées aux inégalités entre les sexes ? Comment ces relations se cristallisent-elles dans la construction de l'institutionnalité ? Comment les processus d'intégration ont-ils un impact sur nos affections, nos émotions et notre corps ? Où et comment les espaces des femmes et de la diversité sont-ils inclus dans ces processus ? Toutes ces questions ont aussi à voir avec nos contributions déjà faites, et avec celles que nous devons continuer à faire pour construire un agenda qui tienne compte des enjeux des femmes.

Les enjeux n'ont pas seulement à voir avec la visibilité de ces multiples inégalités, subalternités et hiérarchies qui traversent tous les sujets qui sont dans ces espaces politiques. Analyser l'intégration régionale dans une perspective féministe populaire et décoloniale ne signifie pas s'en tenir à une perspective d'expérience, mais faire un effort indispensable pour formuler de nouvelles questions qui interrogent ces processus d'intégration. Nous avons fait beaucoup, mais nous avons encore beaucoup à faire. Qu'y avait-il en arrière-plan ? Nous devons articuler l'ensemble des connaissances que nous avons construites, ainsi que les luttes sociales qui restent segmentées par la logique patriarcale. À partir du féminisme, nous pouvons créer des vases communicants pour analyser et réfléchir à des stratégies régionales difficiles et articulées avec la mobilisation sociale actuelle. Le féminisme construit des ponts et comble les lacunes.

---

**Alejandra Angriman** est une militante de la Marche Mondiale des Femmes en Argentine, membre de la Central de Travailleurs d'Argentine - Autonome (CTA-Autonome) et est actuellement présidente du Comité des femmes de la Confédération Syndicale des Amériques (CSA). Ce texte est une édition de sa présentation lors du webinaire « Féminisme et intégration régionale », organisé par la MMF Amériques le 30 novembre 2023.



# Féminisme populaire et révolutionnaire à Cuba

PAR ELPIDIA MORENO

# Féminisme populaire et révolutionnaire à Cuba

PAR ELPIDIA MORENO

À Cuba, avant 1959, il y avait déjà des preuves d'un féminisme révolutionnaire et populaire, démontré dans l'incorporation des femmes dans les luttes libertaires et dans la formation des valeurs de leurs enfants pour la défense de la patrie. Mariana Grajales, la mère de la Patrie, en apprenant que son fils Antonio Maceo avait reçu sa première blessure de guerre, a dit à son plus jeune fils, Marcos : « Prépare-toi, il est temps pour toi de te battre pour la Patrie comme tes frères. » Il y avait beaucoup de femmes qui se sont battues pour l'indépendance de Cuba.

La présence de Vilma Espín dans les luttes pour la liberté à Cuba et, plus tard, en tant que présidente de la Fédération des femmes cubaines, a démontré l'existence de femmes qui, au cours de cette étape qu'elles devaient vivre, ont tout donné pour le développement de la société. Vilma a mené des batailles en faveur des femmes et a rassemblé des forces pour que les femmes puissent devenir, aujourd'hui, protagonistes et bénéficiaires du processus révolutionnaire.

De même, avant 1959, les femmes s'unissaient pour obtenir une loi sur le divorce et le droit de vote. Cependant, ce n'est qu'après le triomphe de la révolution que les femmes ont partagé le premier programme d'égalité. La révolution est venue à l'ensemble de la population.

Avec la victoire révolutionnaire, de profondes transformations économiques, politiques, sociales et culturelles ont eu lieu qui ont favorisé la population cubaine, et diverses lois et dispositions légales ont été promulguées pour garantir les droits humains de tous les citoyens. En particulier, les femmes ont bénéficié de la protection de leurs droits reproductifs et sexuels, de la planification familiale et de la santé. Parmi les lois qui ressortent le plus sont les lois sur la maternité qui favorisent les femmes qui travaillent, telles que le droit à l'éducation, à la sécurité et à l'assistance sociale, à l'emploi, au progrès technique et culturel, au développement, au vote, à élire et à être élues.

À Cuba, les femmes représentent 62 % de la population ayant fait des études supérieures, 67,2 % du nombre total de personnes ayant une formation technique et professionnelle et 45,4 % de la main-d'œuvre du secteur civil appartenant à l'État. Dans le secteur de la santé publique, gratuite et universelle, elles représentent 70,9 % des effectifs, 62 % du personnel médical. Et elles se distinguent par leurs performances en science, un secteur dans lequel Cuba a dépassé la parité hommes-femmes, avec 53,3 % de femmes.

La Fédération des femmes cubaines a systématiquement œuvré pour que davantage de femmes occupent des postes de décision, en particulier dans le système de Pouvoir populaire. Les résultats obtenus au cours de la dernière législature confirment que Cuba est le deuxième parlement au monde avec la plus forte participation des femmes, avec 55,74 % des députées. Au Conseil d'État, elles représentent 52,4 %.

Nous avons un Programme national pour la promotion de la femme, avec 7 domaines de mise en œuvre qui favorisent les femmes cubaines. Nous avons un nouveau [Code de la famille](#) qui a été approuvé par référendum populaire, avec un large processus de participation citoyenne. Le code reconnaît l'égalité de toutes les personnes et que la violence sexiste a des conséquences juridiques et offre des garanties aux soignantes.

Ce sont là quelques preuves de ce que nous avons accompli dans la promotion des droits et de l'autonomisation des femmes. Cependant, malgré toutes ces avancées, nous avons encore des défis à relever : travailler pour éliminer les restes d'inégalité et de discrimination qui persistent dans la société cubaine ; partager les soins avec la famille, car ils incombent encore aux femmes, ainsi que les tâches domestiques ; continuer à travailler pour éliminer tout type de violence contre les femmes ; continuer à condamner le [blocus économique](#), commercial et financier, le principal acte de violence subi par les femmes cubaines depuis plus de 60 ans.

Au milieu de tant de difficultés, nous avons été les porte-drapeaux de la solidarité internationale et de l'intégration régionale. Nous étions en Angola et nous avons laissé du sang cubain dans les combats. Nous hissons également les drapeaux de la solidarité en Éthiopie, en Namibie, et chaque fois que nous recevons la nouvelle d'un tremblement de terre au Pérou, en Indonésie, ou d'un ouragan en Amérique centrale, nous serons là, avec l'esprit de stoïcisme révolutionnaire et la vraie conviction que nous partageons ce que nous avons et non ce qu'il nous reste, défiant le temps et les difficultés. En tant qu'arme, nous portons nos blouses blanches et les instruments nécessaires pour guérir le monde.

L'« Opération miracle » a rendu la vue à des millions de personnes qui pensaient que parce qu'elles étaient pauvres, leur problème de santé n'aurait pas de solution. Nous n'avions pas peur de nous attaquer à Ebola, et une brigade appelée « Henry Reeve » parcourt maintenant le monde pour se faire des amis. La dengue au Salvador ne nous a pas intimidées et nous sommes heureuses d'avoir été au Nicaragua. Nous avons construit l'aéroport de Grenade et transformé les revers en victoires, comme Fidel nous l'a appris. Des professionnel.le.s de la santé se sont rendu.e.s au Brésil pour participer au programme « Plus de médecins » [Mais médicos] et y ont écrit de belles pages d'assistance, d'éthique et de relations avec les patients. Nous sommes fières du fait que 64 % du personnel médical cubain fournissant des soins médicaux à l'étranger sont des femmes.

Pendant la pandémie de COVID-19, des scientifiques cubains, principalement des femmes, ont réussi à produire cinq vaccins potentiels et trois d'entre eux ont été approuvés et ont permis d'immuniser l'ensemble de la population cubaine, en plus d'être partagés avec plusieurs pays. Nous fournissons une assistance à d'autres États, en envoyant 58 brigades médicales dans 42 pays et territoires, y compris des pays développés.

Ces exemples renforcent nos convictions. Notre équipe médicale continuera à escalader des montagnes, à traverser des rivières, à dormir à l'air libre, pendant que vous, nos amis, continuerez à défendre la vérité. Vous avez toujours identifié qui sont les vrais ennemis, qui provoquent les guerres, quelles sont les causes de la pauvreté, de la misère, de la faim et du manque de droits fondamentaux, qui sont violés quotidiennement dans le monde.

Nous, femmes cubaines, faisons partie des mouvements sociaux d'Amérique latine. Nous devons continuer à diffuser le débat diversifié et pluriel et contribuer à l'intégration de la perspective de genre dans d'autres mouvements ; poursuivre la bataille contre les sociétés transnationales et les latifundio ; travailler dans les communautés de la région pour intégrer les femmes de différents secteurs dans les mouvements de solidarité, avec ceux qui résistent sur leurs territoires, pour le droit à la terre, la souveraineté alimentaire et la culture.

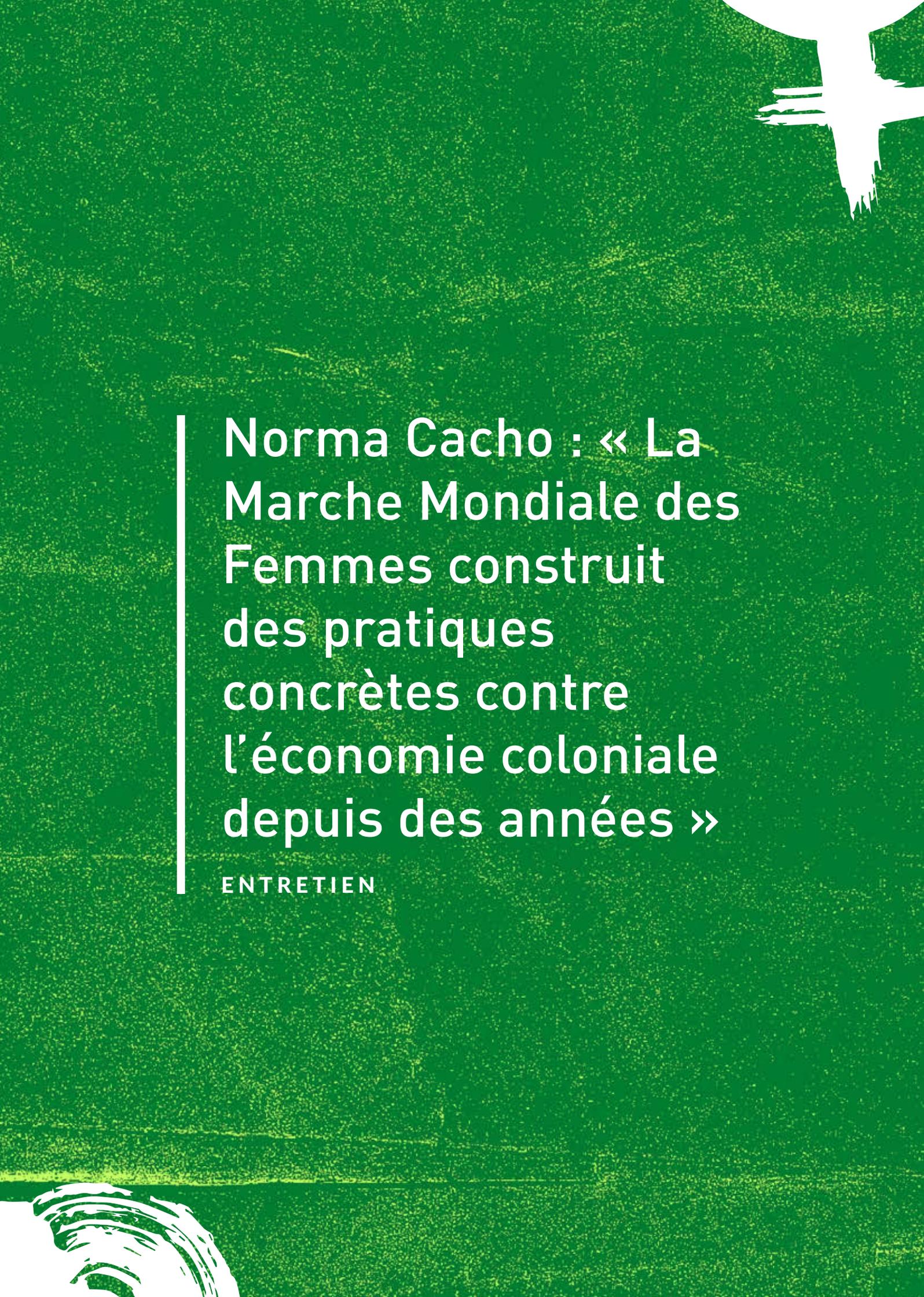
Le féminisme populaire et révolutionnaire apparaît sur les agendas politiques, mais de fausses idées et opinions persistent encore. Il y a des femmes qui connaissent la valeur de l'émancipation et la lutte pour l'égalité, mais quand vous demandez « Êtes-vous féministe ? », elles disent « non ». Nous devons contribuer à une recomposition du mouvement féministe, en tenant compte de la mobilisation, de l'occupation des rues, de la solidarité entre les peuples, de la confrontation des blocages économiques et politiques, de la lutte contre le patriarcat, le néolibéralisme et le capitalisme. Les pratiques de l'éducation populaire et des groupes de réflexion féministes sont fondamentales pour la construction permanente du mouvement et la capacité de répondre aux défis de chaque contexte.

Nous devons valoriser les avantages du socialisme, ainsi que travailler dans le présent pour l'intégration régionale afin de laisser l'héritage de l'unité aux nouvelles générations. Nous devons porter la paix et les bannières de l'internationalisme et de la solidarité internationale à des niveaux plus élevés ; et soutenir un front commun pour des causes justes et nobles, contre la pauvreté et la violence. Nous battons ensemble pour la Palestine, le Venezuela, Cuba et tous les territoires bloqués par le gouvernement américain et ses alliés. Avoir un front commun pour les pays qui vivent sous les bombardements et dans lesquels, jour après jour, des innocents meurent.

C'est le grand défi : continuer à contribuer au féminisme révolutionnaire et populaire en tant que mouvement qui lutte pour transformer le monde et la vie des femmes. Nous toutes, ensemble, pouvons y parvenir, avec l'unité et l'intégration de notre Amérique.

---

**Elpidia Moreno** est membre de la Fédération des femmes cubaines (FFC) et membre de la section cubaine de la Marche Mondiale des Femmes (MMF). Ce texte est une édition de sa présentation lors du webinaire « Féminisme et intégration régionale », organisé par la MMF Amériques le 30 novembre 2023.



Norma Cacho : « La Marche Mondiale des Femmes construit des pratiques concrètes contre l'économie coloniale depuis des années »

ENTRETIEN

# Norma Cacho: « La Marche Mondiale des Femmes construit des pratiques concrètes contre l'économie coloniale depuis des années »

Norma Cacho est militante de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) au Mexique. Depuis octobre 2023, elle est membre du Comité international du mouvement, en tant que l'une des représentantes de la région des Amériques, aux côtés d'Alejandra Laprea, du Venezuela, et de Cony Oviedo, du Paraguay (suppléante). Norma a commencé son militantisme dans le féminisme lesbien, dans des collectifs qui revendiquaient le féminisme lesbien comme un pari politique antisystémique. « À partir de là, j'en suis venue à voir la complexité des oppressions des femmes, pas seulement l'hétérosexualité obligatoire ou le régime hétérosexuel, mais le colonialisme, le patriarcat, le racisme et le capitalisme, ce réseau d'oppressions et de domination qui viole le corps et les territoires des femmes dans les pays du Sud global. »

Norma a participé à des processus de formation régionaux et internationaux et a fait partie du groupe de travail méthodologique de l'École féministe Berta Cáceres de la MMF Amériques en 2022. « Je suis convaincue que la formation politique sous l'angle de l'éducation populaire féministe est une stratégie vitale pour renforcer les mouvements féministes et mixtes, en se concentrant sur les enjeux construits par les femmes », dit-elle.

Dans cette interview, qui peut être lue en portugais ou écoutée en espagnol, Norma partage sa vision des défis auxquels le mouvement féministe est confronté aux niveaux mondial et régional, et les contributions du féminisme populaire, de l'économie féministe et des alternatives proposées par les femmes des territoires, unissant le local et le global.

\*

**Comment était-ce de rejoindre la Marche Mondiale des Femmes depuis le lieu de résistance qu'est le militantisme féministe lesbien ?**

Revendiquer la pratique féministe lesbienne non pas comme une orientation sexuelle ou simplement comme une identité, mais comme une pratique et une revendication antisystémique contre le régime hétérosexuel imbibé de colonialisme, de patriarcat et de racisme : c'est l'une des contributions que nous avons recherchées dans les réflexions

et conceptualisations de la MMF. Au niveau régional, je me souviens de la Rencontre internationale que nous avons eue au Brésil en 2013, où nous avons organisé un grand groupe de lesbiennes portant des t-shirts sur ces multiples oppressions. Nous nous revendiquons comme lesbiennes féministes, mais nous sommes également impliquées dans les processus de défense territoriale et dans la construction d'alternatives économiques populaires. Nous ne sommes pas séparées de la lutte pour la défense du territoire ou contre les entreprises extractives et transnationales, car nous ajoutons également nos réflexions sur le féminisme lesbien pour observer toute cette implication systémique de la violence contre les femmes.

Je pense qu'il est important de retrouver la mémoire et l'histoire de la Marche en tant que mouvement dans lequel les féministes lesbiennes ont contribué avec des épistèmes, des pratiques et une mobilisation. Nous sommes là et continuons à contribuer.

**Vous venez de rejoindre le Comité International de la Marche Mondiale des Femmes. Selon vous, quelles sont les tâches des Amériques pour renforcer la MMF à l'échelle internationale ?**

Sans aucun doute, nous avons des défis, des objectifs exceptionnels, mais en termes politiques et épistémiques, nous sommes une région avec beaucoup d'accumulation politique articulée – non seulement entre nous en tant que région, mais aussi liée à d'autres mouvements mondiaux. C'est une vision que nous pourrions imprimer comme notre marque au Comité international. Nous avons également une contribution importante à apporter avec l'approfondissement théorique-conceptuel et formatif que nous avons fait ces dernières années. L'histoire des processus de formation dans la Marche Mondiale des Femmes est une marque importante. Nous faisons de la formation politique tout le temps, non seulement avec l'École internationale d'organisation féministe Berta Cáceres, mais aussi au niveau local. Les coordinations nationales ont la formation politique populaire et féministe comme l'un de leurs principaux drapeaux et comme voie de renforcement.

Le Comité international n'est pas seulement un organe consultatif, c'est un organe délibérant. Nos partenaires dans les régions nous donnent un mandat de confiance pour guider les voies politiques de la MMF au cours des deux prochaines années au moins. C'est une tâche substantielle, d'autant plus que nous vivons dans un contexte d'attaques très fortes de l'extrême droite, du fascisme néolibéral, des sociétés transnationales qui s'emparent des territoires, des guerres d'occupation contre le peuple palestinien et le peuple sahraoui, entre autres. Ces luttes ont toujours été présentes à la MMF, car nous avons des camarades dans ces territoires occupés.

Dans ce contexte, nous devons renforcer le mouvement au niveau international en termes de capacité d'alliance et de mobilisation ; et positionner non seulement nos

revendications face à ces scénarios d'occupation, de guerre et de contestation, mais aussi nos paris de transformation, qui sont déjà dans les territoires. L'économie féministe a été l'un de nos paris politiques les plus énergiques ces dernières années, tout comme notre vision de l'intégration régionale, du féminisme populaire et du pouvoir populaire. C'est la tâche de tout le monde, mais le Comité international a une tâche très importante de leadership politique

**Lors de la 13e Rencontre internationale de la MMF, vous avez parlé de la prochaine action internationale du mouvement, qui aura lieu en 2025. Comment est-il possible d'allier mémoire et action pour construire une forte mobilisation ?**

La 6ème Action internationale a besoin d'exprimer la puissance de l'accumulation politique de 25 ans de mouvement. Le mot d'ordre que nous avons fixé pour la 6ème action, « nous marchons contre les guerres et le capitalisme, pour la souveraineté populaire et le bien vivre », résume très bien nos paris politiques à ce moment crucial de la conjoncture. L'action doit sauver la mémoire et la construction historique que nous avons accumulées, mais elle doit aussi être profondément mobilisatrice, faire preuve de force dans les rues. Les actions internationales de la Marche ont été un exemple de la puissance mobilisatrice du mouvement.

Après un moment aussi crucial que la pandémie que nous vivons — et qui, bien qu'elle ne nous ait pas limités en tant que mouvement, a redéfini nos conditions de mobilisation —, la 6ème action doit pouvoir s'agglutiner, s'articuler et être très puissante. Bien qu'il y ait des contextes différents, avec des revendications qui ont plus de sens dans certains territoires que dans d'autres, nous avons de nombreuses synergies, convergences politiques et aussi une vision de l'avenir et du mouvement. Nous devons également renforcer le caractère du processus. L'action se termine toujours sur un territoire habituellement disputé, mais c'est aussi un parcours profondément politique qui implique mobilisation, formation et action.

**Vous avez parlé des défis internationaux du féminisme. En ce qui concerne les Amériques, quels sont les défis spécifiques de la région ? Quelles sont les confrontations communes dans les territoires du continent ? Et comment la MMF peut-elle y contribuer ?**

Le passage d'Abya Yala à des gouvernements d'extrême droite est une tendance qui appelle de nombreuses critiques — la dernière élection en Argentine, d'autres au cours desquelles des gouvernements progressistes ont gagné mais avec de très faibles marges, comme celle du Brésil, et au Mexique, nous sommes maintenant confrontées à une élection fédérale chaudement disputée. La droite n'est plus seulement cette ultra-droite partisane, le discours a beaucoup changé, c'est une droite populiste à impact massif. Les fondamentalismes, main dans la main avec l'extrême droite, créent un scénario qui pourrait s'intensifier dans les années à venir.

D'autre part, jecroisque l'approfondissement de l'économie extractiviste et coloniale est aussi un scénario qui va s'intensifier. Les politiques extractivistes et les mégaprojets contestent les territoires ancestraux, en particulier les territoires autochtones et les territoires de la

population noire, où les femmes mettent leur corps et leur vie et construisent des pratiques et des alternatives antisystémiques. La Marche Mondiale des Femmes construit depuis de nombreuses années des pratiques concrètes pour faire face à ces scénarios. Il vaut la peine de parler des agendas à venir dans la région, tels que la Journée d'intégration des peuples en Amérique latine et dans les Caraïbes. Je crois que l'articulation régionale, qui se nourrit de la lutte locale, territoriale et des paris des féminismes populaires, du syndicalisme progressiste, des mouvements pour la justice environnementale et climatique, crée des synergies vitales et essentielles pour faire face à ces scénarios de l'ultra-droite fasciste.

La contribution que la Marche Mondiale des Femmes peut apporter face à ces scénarios dans les Amériques est de souligner l'importance de la vie des femmes et des peuples, en mettant la vie au centre. Cela fait partie de l'économie féministe de la perturbation que nous construisons en tant que mouvement. Et cela a beaucoup à voir avec la dénonciation des institutions financières internationales qui menacent la vie des gens, des sociétés transnationales et des pouvoirs corporatifs qui s'associent à l'ultra-droite pour détruire la vie des gens. Nos accumulations ne sont pas seulement conceptuelles, elles ne sont pas seulement épistémologiques: elles sont notre pratique.





Alejandra Laprea:  
« les révolutions  
ne viennent pas  
avec un manuel »

ENTRETIEN

# Alejandra Laprea : « les révolutions ne viennent pas avec un manue »

Depuis octobre 2023, Alejandra Laprea est l'une des nouvelles représentantes des Amériques au Comité International de la Marche Mondiale des Femmes (MMF), aux côtés de Norma Cacho du Mexique et Cony Oviedo (suppléante) du Paraguay. Alejandra est cinéaste et militante de La Araña Feminista, un réseau de collectifs qui a rejoint la MMF en 2013.

Alejandra a participé à la 8ème Conférence Internationale de La Via Campesina, qui s'est tenue à Bogotá, en Colombie, du 1er au 8 décembre. Elle était également présente à la [6ème Assemblée des femmes de La Via Campesina](#), tenue le 2 décembre, maintenant l'engagement en faveur de l'articulation entre le féminisme, la souveraineté alimentaire et la transformation globale du système économique. À cette occasion, elle a accordé à **Capire** l'interview ci-dessous, ponctuant l'histoire de la Marche Mondiale des Femmes au Venezuela, les luttes anti-impérialistes dans le pays et la région et l'importance de construire un féminisme populaire internationaliste avec une solide pratique d'alliance avec d'autres mouvements populaires mondiaux.



## Pourriez-vous nous parler un peu de votre trajectoire politique et de la formation de la Marche Mondiale des Femmes au Venezuela ?

Le Venezuela est arrivé à la Marche Mondiale des Femmes, dans un premier temps, à partir du réseau de collectifs La Araña Feminista, un réseau né en 2010. Je me souviens qu'en 2012, lors d'une de nos réunions, analysant la situation dans le pays et le blocus médiatique auquel nous étions confrontés, nous avons décidé de commencer à nous articuler avec d'autres organisations similaires à la nôtre pour briser ce blocus qui nous était imposé. Le premier blocus que le Venezuela a subi était le suivant : ne pas pouvoir dire au monde ce qui se passait, ou présenter une version de ce qui se passait qui n'était pas très proche de ce que nous vivions.

[Nalu Faria](#), qui était une amie proche de [Alba Carosio](#), l'une des fondatrices de La Araña, a toujours dit « Tiens, Alba, la Marche fait ceci et cela... ». Ainsi, lorsque La Araña a pris la décision de commencer à s'articuler au niveau international, nous avons été invitées, à travers ce contact entre Nalu et Alba, à la [9ème Rencontre Internationale de la MMF](#), qui a eu lieu à São Paulo. Aimée Benitez et moi y sommes allées en tant que déléguées et avons participé aux méthodologies par langue et par région. Nous n'avions jamais été dans un espace aussi vaste et avec un niveau d'organisation aussi élevé. Nous sommes retournées au

Venezuela, avons présenté le rapport et, en 2014, avons officiellement demandé à rejoindre la Coordination nationale de la Marche. À cette époque, notre collectif était présent dans six ou huit États du Venezuela. Commencer à faire partie de la Marche a été une expérience très riche, en particulier pour l'échange d'informations, de connaissances, de savoirs, et cela a rempli exactement l'objectif que nous avions.

Je me souviens qu'au début, personne ne connaissait le Venezuela, personne ne savait quoi penser du Venezuela ou de la Révolution. Les personnes les plus « sensées » sont restées neutres. Nous avons également couru le risque que les organisations de droite du pays s'emparent de ces espaces et continuent de reproduire le discours dominant, qui délégitime la [décision du peuple vénézuélien](#). On ne peut pas dire que la décision est bonne ou mauvaise, la décision nous appartient.

### **Dans les Amériques, qu'est-ce que les luttes du Venezuela contre l'impérialisme peuvent enseigner au continent ?**

Je pense que toutes les coordinations nationales ont beaucoup à partager en termes de connaissances sur la résistance, la lutte et les propositions. En tant que peuple, nous sommes têtus et aimons sourire. S'il y a une chose que je souligne à propos de mon pays et de nous, les femmes, c'est notre ténacité. Nous avons pris une décision et nous voulons aller jusqu'au bout. C'est l'engagement que nous avons. Et nous faisons des erreurs ? Oui, parce que les révolutions ne viennent pas avec un manuel, et les livres d'histoire et les expériences ne peuvent pas être adaptés d'un pays à l'autre. Parfois, il arrive, par exemple, de regarder le Guatemala et de savoir ce qui va leur arriver, car c'est quelque chose que je vis depuis deux décennies. Je sais ce que c'est que de parier sur une option politique, de se conformer à toutes les règles du jeu, puis de devoir défendre sa décision tous les jours jusqu'à la fin de sa vie.

Et que puis-je partager ? Je pense à l'entêtement, à la ténacité et à l'engagement que nous avons dans nos décisions électorales et dans nos décisions en tant que peuple, de vouloir transformer notre système et notre mode d'organisation.

### **Comment voyez-vous le différend actuel sur le territoire d'Essequibo ?**

Essequibo fait partie de mon territoire d'origine. Pour moi, c'est une question très proche, car je l'ai vécue tout au long de ma vie. Je sais que c'est difficile à comprendre, mais c'est un différend territorial qui remonte à l'époque où le capitalisme essayait de réorganiser le monde. L'empire espagnol a pris fin et les autres empires émergents ont dit « Eh bien, voici un territoire que nous ne pouvons pas diviser ». Ce territoire est très riche en biodiversité, en eau douce. Maintenant, le différend se concentre uniquement sur le plateau continental gazier offshore, mais les richesses en eau douce sont impressionnantes.

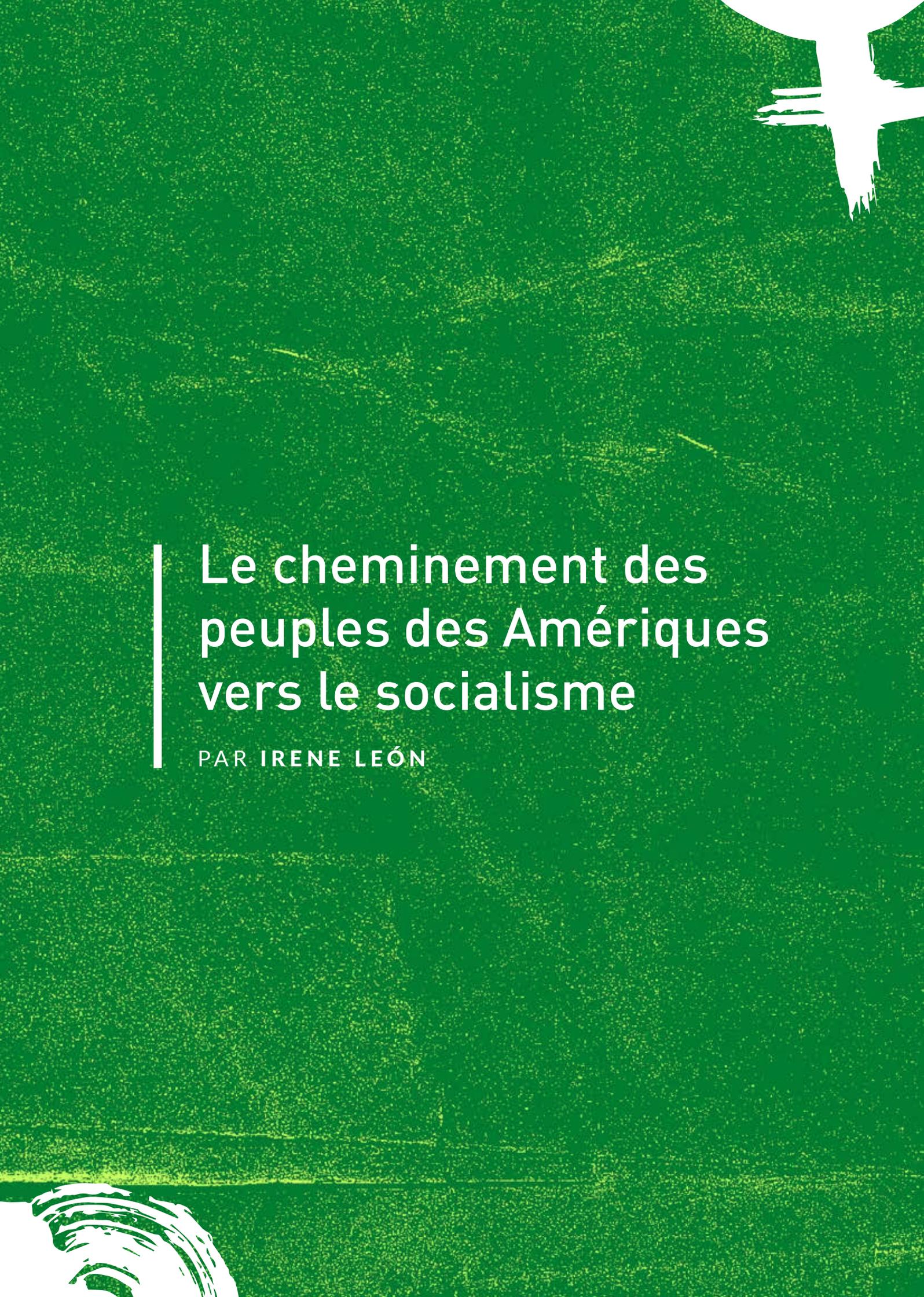
Quand on naît avec une lutte intérieure, il faut se défendre contre ce qui est injuste, contre quelque chose qui a plus d'influence devant un tribunal international en parlant anglais et en pouvant ensuite dire « Eh bien, ce morceau de terre est maintenant à moi ». Depuis quelques années maintenant, la carte du Venezuela est systématiquement mutilée avec ce récit, mais Essequibo est un territoire qui a historiquement appartenu au Venezuela, nous partageons la même géographie. Il fait partie de la nation des Pémons, qui sont un peuple autochtone, et est leur véritable territoire. Cela fait partie de notre paysage.

Je crois que le référendum est un rappel aux autres régions du pays, qui sont très éloignées géographiquement. Le référendum était bon pour rappeler à tous les Vénézuéliens qu'Essequibo existe, qu'il fait également partie du Venezuela et que nous devons le défendre, pour sa biodiversité, pour les gens qui y vivent, pour son paysage. À un moment donné, la soif de territoire de l'Angleterre était si grande qu'elle a déplacé les limites de la frontière à quatre heures de la ville où je suis née. Cela montre un peu comment ces empires nous voient. Nous étions en train de créer une nation qui avait des conflits internes, mais nous nous réorganisons, nous remettons de plus de 30 ans de guerre pour l'indépendance. Et c'est à ce moment qu'ils ont décidé de prendre un pourcentage important de notre territoire. En tant que Vénézuélienne, et en tant que Guyanaise, je dois dire qu'Essequibo est à nous, c'est à moi, c'est la terre vénézuélienne.

### Comment voyez-vous le rôle de la Marche Mondiale des Femmes dans le contexte mondial? Quelle est l'importance stratégique des alliances dans la construction du féminisme populaire ?

La Marche Mondiale des Femmes a été un espace très important d'articulation et d'actions régionales communes. Imaginer que la Marche se déroule dans les cinq grandes régions de la planète – certaines aussi diverses que l'Asie – et que le mouvement féministe dispose d'un espace où nous pouvons nous réunir, nous regarder et avoir un discours commun, c'est pour moi extrêmement important. C'est une accumulation de pouvoir pour le mouvement et une amplification de nos voix et de nos actions. C'est aussi l'importance de l'internationalisme féministe : l'amplification des voix et des luttes différentes, et la reconnaissance des mécanismes du patriarcat et du capitalisme, qui peuvent avoir des noms différents, mais sont les mêmes mécanismes d'oppression. S'il s'agit des mêmes mécanismes d'oppression, nous devons réfléchir ensemble à la manière de les gérer.

Les alliances dans la lutte féministe sont extrêmement importantes. On ne peut pas parler de libération de la moitié de la population uniquement chez les femmes. On doit en parler avec tout le monde. Venir à un espace comme la conférence de La Via Campesina ; pouvoir créer des causes communes ; trouver des points où nos luttes se croisent, s'entrecroisent ; identifier et commencer à élaborer ensemble des stratégies et des actions ; tout cela est extrêmement puissant. Construire l'unité des mouvements populaires et sociaux est la clé pour mettre fin au système d'oppression multiple. Les oppressions n'agissent pas séparément. Alors pourquoi devrions-nous agir séparément ?



Le cheminement des  
peuples des Amériques  
vers le socialisme

PAR IRENE LEÓN

# Le cheminement des peuples des Amériques vers le socialisme

PAR IRENE LEÓN

La création des conditions d'une transition vers le socialisme est et a été incessante et difficile. Néanmoins, je vais dessiner ici une très brève chronologie, pour rendre compte de certains jalons les plus pertinents de ce début de siècle, dans cette région en plein mouvement. Mais avant d'aborder cette phase, j'évoquerai quelques événements incontournables du siècle dernier, car rien ne peut s'expliquer dans la région sans mentionner qu'à la fin des années 1950 Cuba a allumé une lumière qui éclaire encore les perspectives de changement sur le continent et dans le monde. Sa proposition est toujours valable et son expérience témoigne de la possibilité historique de sortir du capitalisme et de ses crises, ainsi que de la faisabilité de la construction d'un projet socialiste à grande échelle.

Au début des années 1970, le gouvernement de l'Unité Populaire [Unidad Popular] au Chili a permis de visualiser la probabilité d'arriver au pouvoir pacifiquement et de postuler des changements structurels. En même temps, cela a montré qu'il s'agissait d'un vaste différend, car le revers subi par le processus de construction socialiste de Salvador Allende n'a pas seulement affecté le Chili, mais le monde entier. Le coup d'État de 1973 a inauguré le laboratoire du néolibéralisme, un modèle d'exclusion qui définissait les règles du jeu pour le marché total comme une aspiration essentielle au repositionnement du capitalisme, qui persiste jusqu'à présent sur la scène mondiale.

À la fin de la même décennie, au Nicaragua, après la démission du dictateur Anastasio Somoza, le Front Sandiniste de Libération Nationale (Frente Sandinista de Liberación Nacional - FSLN) est arrivé au pouvoir en 1979 avec un programme de changement structurel et de redistribution. Ce furent des années au cours desquelles des chemins de lutte pour le socialisme se sont ouverts en Amérique centrale. Dans les années 1970, 1980 et jusqu'à la fin des années 1990, des batailles héroïques ont eu lieu au Guatemala et à El Salvador ; elles étaient héroïques non seulement parce qu'elles se sont déroulées dans des conditions inégales, mais parce qu'elles ont suscité des aspirations à la victoire et déclenché un processus qui a conduit, déjà en ce XXI<sup>e</sup> siècle, à l'arrivée au Front de Libération Nationale Farabundo Martí [ Frente Farabundo Martí de Libertação Nacional] à El Salvador, ce qui constitue également une contribution aux transformations procédurales qui continuent d'être contestées dans la région.

Dans les années 1980, en Haïti, la Révolution Lavalas (« avalanche » en créole) écarte Jean-Claude Duvalier du pouvoir et met ainsi en échec une dictature transmise de père en fils depuis plus de 25 ans. Le gouvernement de Jean Bertrand Aristide a proposé un ensemble significatif de changements dans un contexte très complexe, notamment la pacification

du pays et sa souveraineté. De même, dans ces terres caribéennes de grands projets d'indépendance, Granada a soulevé des aspirations au socialisme, avec la victoire en 1979 du mouvement New Jewel dirigé par Maurice Bishop. Des changements socio-économiques s'y sont produits, notamment l'égalité des femmes et une réorganisation de l'État qui a été empêchée par un coup d'État et l'assassinat de Bishop en 1983.

Dans les années 1990, avec la mondialisation croissante, le mouvement paysan a présenté au monde une position critique sur l'énorme commercialisation. La Coordination latino-américaine des organisations de terrain (Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo - CLOC) et la Via Campesina ont lancé un programme de résistance à la tentative de placer les droits commerciaux au-dessus des droits des peuples, qui a été forgé dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Avec pour devise « garder l'agriculture hors de l'OMC », elles étaient présentes à Hong Kong, Cancún et partout où l'OMC s'est réunie. Elles ont exprimé leur désaccord avec l'émergence des sociétés transnationales et du capital financier dans les processus de production et de distribution alimentaires, ce qui impliquait non seulement la disparition de la campagne en tant qu'entité sociale et culturelle, mais aussi l'aggravation des inégalités et de la faim. En retour, elles ont proposé le concept de souveraineté alimentaire, qui est une solution endogène et durable.

Les mouvements populaires et sociaux ont joué un rôle de premier plan dans la production d'alternatives au néolibéralisme à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Le nouveau siècle a commencé avec une mobilisation féministe et internationaliste contre la pauvreté et la violence dénoncée par la Marche Mondiale des Femmes, qui s'est également agrégée avec des idées pour démanteler les structures patriarcales dans le cadre de la réalisation du changement social.

En 2001, le Brésil a accueilli le Forum social mondial, initialement comme alternative au Forum économique mondial de Davos. Avec la devise « un autre monde est possible », il a attiré des présences multisectorielles et des débats ouverts. Il est rapidement devenu un laboratoire mondial d'alternatives. À son tour, le Forum social des Amériques, basé en Équateur, conformément au contexte de changements que connaissait la région, avait une grande pertinence en tant qu'espace de débats, de consultations et même d'initiatives stratégiques.

Au cours de ces mêmes années, une importante cohésion populaire et sociale s'est exprimée autour de la résistance au néolibéralisme, en particulier contre le libre-échange et contre le projet hémisphérique que les États-Unis proposaient pour la région : la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), dont l'objectif était une restructuration économique sous sa direction et son contrôle. Ces résistances ont abouti à une victoire historique, qui a marqué la visibilité des alternatives et des agendas pour la construction des processus de transition vers le socialisme qui sont devenus évidents au cours des trois premières décennies du XXIe siècle.

Mais avant d'aborder le contenu de ces propositions de transition, il est inévitable de mentionner le Caracazo de 1989, qui a constitué une mobilisation pionnière contre le néolibéralisme. Le peuple vénézuélien dans les rues a exprimé que l'exclusion socio-économique provoquée par le néolibéralisme était inacceptable pour le peuple et a allumé une lumière qui, à la fin des années 1990, a éclairé les idées pour esquisser le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

La Révolution bolivarienne qui a débuté en 1998 a présenté une proposition de changements pacifiques et a produit des concepts significatifs : révolutions constitutionnelles, démocratie participative et protagoniste, refondation de l'État, socialisme féministe, dialectique entre le local et la construction d'un monde multiculturel et pluripolaire, entre autres.

La méthodologie de rédaction constitutionnelle avec la participation du peuple pour la refondation de l'État a été une contribution qui a inspiré les processus de changement dans d'autres pays. Au cours du deuxième quinquennat du XXI<sup>e</sup> siècle, la Bolivie, main dans la main avec le mouvement vers le socialisme (Movimiento al Socialismo - MAS) et avec la direction d'Evo Morales, a entrepris sa révolution démocratique et culturelle à partir de 2006 et s'est reformulée constitutionnellement en État plurinational. En 2007, le processus de la révolution citoyenne a émergé en Équateur, qui a produit la Constitution du bien vivre (Constitución del Buen Vivir, 2008), qui contient une proposition de changements de grande envergure.

Au Brésil, le Parti des Travailleurs a porté Lula au pouvoir en 2003 : le progressisme a émergé, une alternative redistributive, de changements pour le Brésil et une proposition géopolitique d'articulation du Sud avec une grande perspective historique. En 2003, en Argentine, Nestor Kirchner, de la Frente para la Victoria, est arrivé au pouvoir et a introduit d'importants changements socio-économiques et politiques dans son pays et a apporté des contributions historiques au processus d'intégration régionale. Des processus similaires ont été enregistrés avec la montée au pouvoir de la Frente Amplio, avec Tabaré Vazquez (2005) et plus tard Pepe Mujica (2010) en Uruguay, tandis qu'en 2008 le Paraguay a rejoint la ligne des pays du changement avec Fernando Lugo, de la Frente Guasú. Au Honduras, Manuel Zelaya (2006), issu d'une aile progressiste du Parti libéral, a rejoint la dynamique du changement.

Dans cet examen bref et incomplet d'un processus hétérogène, il est essentiel de placer au centre des propositions d'intégration régionale, qui ont émergé après l'irréalisabilité de la ZLEA en 2005. Chronologiquement, surgit une Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alternativa Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América - Alba), qui résultait de la résistance du peuple et de la rencontre entre deux géants : Fidel et Chávez, qui ont uni l'expérience de l'internationalisme et la perspective de l'humanité postulée par la Révolution cubaine à la vision géopolitique bolivarienne de la Pátria Grande, pour élever l'aspiration à l'intégration latino-américaine et caribéenne comme le grand projet historique régional du XXI<sup>e</sup> siècle.

L'Alternative, maintenant Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique [Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América]-Traité de commerce des peuples (Tratado de Comercio de los Pueblos - Alba-TCP), est la proposition antisystème la plus pertinente qui ait été conçue dans cette partie de l'histoire. En plus de la grande projection de partage de perspectives économiques, politiques, culturelles et autres, il fait référence à la transformation conjointe de la région, qui pourrait créer les conditions d'une transition vers le socialisme. Son agenda stratégique comprend des approches productives et des initiatives d'échange capables de générer des processus de déconnexion du capitalisme, liés à leur tour à une perspective géopolitique du Sud et à un monde multacentrique et pluripolaire.

De même, l'Union des Nations du Sud (Unión de Naciones del Sur - UNASUR, 2004) est élevée comme un projet de souveraineté de l'Amérique du Sud, dont la perspective d'articulation endogène, en plus de la durabilité régionale, pourrait aboutir à la création d'un pôle d'articulation géopolitique du Sud, avec la capacité d'interlocution dans la construction d'un monde multipolaire. À son tour, la Communauté des États d'Amérique Latine et des Caraïbes (Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños - Celac) est créée comme un mécanisme de dialogue politique entre les 33 pays de la région, avec la capacité de représenter la région dans ses relations avec les autres blocs et de promouvoir les échanges et les projets de développement. Parmi les premières réalisations de la Celac figure la déclaration de la région en tant que zone de paix. Elle organise des réunions au sommet et des plans interrégionaux avec la Chine, l'Union européenne et d'autres.

Ce sont quelques composantes d'une architecture d'intégration qui se présente comme une possibilité pour l'avenir, au milieu de la diversité politique et des différents projets économiques. C'est une proposition qui dialogue avec la création d'organismes de coordination ou de projets communs dans les pays du Sud, comme c'est le cas avec les BRICS+ et d'autres.

**L'intégration régionale souveraine proposée dans le scénario régional a la singularité de s'ériger en projet historique, c'est pourquoi elle se distingue des blocs qui ne s'articulent qu'autour du libre-échange.**

La perspective de souveraineté et de diversité inclut des dynamiques qui résultent des processus de changement socialiste et de l'éloignement du néolibéralisme et du capitalisme. Dans cette veine, au cours de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, plusieurs pays se sont retirés du CIRDI (organisation de la Banque mondiale), ont contesté les organismes d'arbitrage internationaux du pouvoir des entreprises, ont présenté des initiatives pour une architecture financière régionale et ont conçu des organismes souverains de sécurité et de défense, de science et technologie et des initiatives culturelles de grande projection.

En Amérique latine et dans les Caraïbes au XXI<sup>e</sup> siècle, des idées ont été semées pour nous établir en tant que puissance anticapitaliste, avec d'autres façons de produire et de reproduire la vie, en mettant la vie au centre, en déplaçant le biais historique d'organiser tout de la reproduction du capital, qui a faussé la coexistence humaine pendant des siècles.

Mettre la vie au centre est la réponse la plus anticapitaliste et transitoire au socialisme proposé en ces temps. C'est une perspective de changements substantiels, issus d'une conjonction entre une approche féministe, avec des courants de l'économie de la vie et d'autres perspectives de durabilité qui sont actuellement inévitables.

En cette troisième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, dans un contexte également affecté par la restauration conservatrice, marqué par l'émergence de réseaux d'extrême droite, liés aux pouvoirs factuels du capitalisme mondial qui luttent pour une recomposition systémique, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes présente un différend important pour les orientations de la société, grâce à une accumulation de perspectives transformatrices et un ensemble d'expériences avec de larges possibilités de projection pour un avenir de changements.

Même dans un contexte de forte intensité comme l'actuel, la région dispose de suffisamment d'éléments pour créer les conditions pour contester les significations de l'avenir. La stratégie pour y parvenir a été énoncée par Chávez: unité, lutte, bataille et victoire.

---

**Irene León** est une sociologue équatorienne, membre du Réseau d'intellectuels et d'artistes pour la défense de l'humanité [Red de Intelectuales y Artistas en Defensa de la Humanidad]. Ce texte est une édition de sa présentation à l'étape régionale de la conférence Dilemmes de l'humanité, qui a eu lieu à Santiago, au Chili, en septembre 2023.





# Alternatives féministes aux dilemmes de l'humanité : affronter le capitalisme dans le présent

PAR ANA PRISCILA ALVES

# Alternatives féministes aux dilemmes de l'humanité : affronter le capitalisme dans le présent

PAR ANA PRISCILA ALVES

La Marche Mondiale des Femmes est ancrée dans une tradition internationaliste. C'est aussi le fruit du combat de toute une vie de la compagne Nalu Faria. Nous suivons les tâches que Nalu nous a laissées – qui sont nombreuses, pour nous toutes et tous, combattants et combattantes du monde qui l'avons rencontrée, qui ont croisé son dévouement, son engagement et ses accumulations.

Je commencerai donc par deux réflexions que Nalu nous a toujours apportées. La première est l'importance de construire l'internationalisme, de comprendre que les luttes socialistes et féministes sont antisystémiques et doivent être internationales, entre camarades du monde entier. La deuxième réflexion porte sur l'importance du processus ; non seulement l'importance de cet espace que nous construisons aujourd'hui, mais le processus qui nous a amenées ici et aussi ce qui est déclenché à partir de cet espace.

## L'organisation contre la mondialisation

Dans quel état sommes-nous, travailleurs et travailleuses, aujourd'hui ? Notre organisation est une réponse et une construction alternative pour transformer les conditions dans lesquelles nous vivons. Dans quels scénarios naissent les mouvements sociaux ? Comment s'organise la lutte ? Au Brésil, par exemple, entre 1964 et 1985, nous avons vécu une dictature militaire, dans un processus qui, paradoxalement, a fait émerger plusieurs mouvements sociaux actuels, tels que le Mouvement des travailleurs sans terre (MST – Movimento dos Trabalhadores Sem Terra), la Centrale Unique des Travailleurs (CUT – Central Única dos Trabalhadores), l'Association Nationale des étudiants diplômés (ANPG – Associação Nacional de Pós-Graduandos), et plusieurs autres.

Puis, dans les années 1990, nous avons vécu un moment où l'impérialisme nous a imposé un projet de mondialisation, internationalisant davantage l'économie néolibérale de précarité de nos vies. En Amérique latine, en particulier, on a essayé de nous imposer la ZLEA, un accord de libre-échange. À ce moment-là, dans la transition des années 1990 aux années 2000, l'organisation des mouvements créait deux voies : certains pensaient que contester cet agenda d'institutionnalité pouvait apporter des opportunités ; nous, d'autre part, pensions que ce n'était pas le cas. Nous avons compris que c'était très similaire aux conditions dans lesquelles nous vivions déjà, et que ce projet essayait de nous approfondir et de nous piéger dans une condition de subordination.

Les Nations Unies (ONU) ne nous représentaient pas, et nous avons compris que la lutte et les réponses nécessaires ne pouvaient venir que des travailleurs et travailleuses. Dans ce contexte de néolibéralisation, la Marche Mondiale des Femmes, la Via Campesina et d'autres mouvements ont émergé, avec la compréhension que si l'oppression est internationale, notre réponse — notre socialisme, notre féminisme — doit également être internationale.

## La classe ouvrière et ses dilemmes actuels

Aujourd'hui, nous vivons une nouvelle inflexion du système capitaliste. Nous voyons que le système capitaliste n'attaque pas seulement le travail, mais nos vies. Le capitalisme est incompatible avec la vie. Nous le voyons aujourd'hui dans la confrontation de nos camarades en Palestine. Nous l'avons également vu ces dernières années lors de la pandémie, car pendant que les gens mouraient dans les pays du Sud, un vaccin était déjà prêt et inaccessible. À l'époque, nous étions nombreux à comprendre que les luttes pour briser les brevets et contre les entreprises pharmaceutiques transnationales s'inscrivaient dans le cadre d'une lutte de solidarité internationale de la classe ouvrière.

La période de pandémie a entraîné un remaniement du travail, ce qui a été encore plus difficile pour les femmes. D'une part, nous avons assisté à un approfondissement de l'ubérisation, non seulement dans le travail des plateformes à proprement parler, mais aussi dans la flexibilisation de tous les droits. D'autre part, même dans ces conditions précaires, les femmes ont été expulsées de ce marché du travail. Au Brésil, en 2020, 96 % des personnes qui ont perdu leur emploi formel étaient des femmes, selon l'[enquête sur le Rapport annuel d'information sociale](#) (Rais). Cette tendance a eu lieu non seulement au Brésil, mais dans le monde entier. Aujourd'hui, nous avons beaucoup plus d'hommes que de femmes sur le marché du travail économiquement actif.

Les crises du capital sont nécessaires pour recomposer les profits, mais aussi pour recomposer leurs chaînes d'exploitation, dont fait partie la division sexuelle du travail. Les crises vont de pair avec des politiques d'austérité, de réduction de l'État et de ses systèmes de santé, d'éducation publique et de soins. Lorsque le marché nous expulse du marché du travail et que l'État se retire de ces tâches, le message qu'ils nous transmettent est qu'il s'agit d'une responsabilité des femmes. Qu'ils veulent nous renvoyer à la maison pour que nous nous occupions des malades, des enfants, des personnes âgées et aussi des hommes, qui sont sur ce marché du travail économiquement actif de plus en plus écœurant.

Pour le système capitaliste, toutes ces tâches de soins incombent aux femmes.

Cette condition soulève deux éléments : le premier est que le travail salarié n'est pas une règle ni pour les pays du Sud ni pour les femmes. Il existe un certain nombre d'emplois non formels et non rémunérés. La seconde est la construction capitaliste de fausses dichotomies, telles que la production et la reproduction, publique et privée,

raison et émotion. Toutes sont faites pour rendre invisible le travail gratuit effectué par les femmes. Le travail de reproduction de la vie soutient l'économie. Supposer que les femmes seront responsables des soins nous impose une précarité structurelle, marquée par le système capitaliste, patriarcal et raciste et la division internationale du travail.

## Alternatives féministes pour changer le monde

Le féminisme, qui est en fait le capitalisme peint en lilas, ne nous sert pas. Le féminisme a besoin d'être populaire, de démanteler les fondements de ce système capitaliste qui nous opprime partout dans le monde. Nous apportons comme alternative une économie féministe, capable de mettre la vie au centre. L'économie est l'ensemble des tâches qui assurent la vie et permettent à la société de continuer à fonctionner.

Comprenant que le conflit du capital contre la vie structure notre société, nous construisons ces alternatives sur nos territoires. Dans la pandémie, nous avons compris la nécessité de nommer ceux qui nous oppriment et de faire face à l'offensive des sociétés transnationales – pharmaceutiques, minières, privatisation de l'eau, entre autres. Les femmes donnent des réponses parce qu'elles sont à l'avant-garde de cette résistance sur leurs territoires, avec la mémoire, le mysticisme, l'agriculture familiale et l'économie solidaire.

Quand on regarde les alternatives proposées dans nos pays et territoires, on se rend compte que c'est le défi de notre époque historique. Dans les années 1980, un certain nombre de mouvements sociaux ont pu émerger pour lutter pour la démocratie. Dans les années 1990, nous nous sommes battues contre la mondialisation capitaliste. Il est maintenant temps de comprendre la réorganisation du capital et de lutter pour construire le socialisme aujourd'hui, à notre époque historique.

*Ce système qui nous tue ne peut pas continuer.*

Nalu Faria a répété à plusieurs reprises que la réponse aux problèmes et dilemmes de l'humanité se trouve dans la classe ouvrière elle-même, dans le quotidien, dans les mouvements, dans les alternatives que nous avons déjà construites chaque jour, dans nos lieux d'action et de vie. La réponse au démantèlement des fondements matériels du capitalisme réside dans les mouvements de résistance que nous faisons à travers le monde.

C'est notre tâche : changer le monde pour changer la vie des femmes et changer la vie des femmes pour changer le monde. C'est pourquoi nous continuerons jusqu'à ce que nous soyons toutes libres.

---

**Ana Priscila Alves** est membre de la Marche Mondiale des Femmes à Rio de Janeiro, au Brésil. Ce texte est une édition de son discours au panel « Organisation de la classe ouvrière », qui s'est tenu le 15 octobre, lors de la 3ème Conférence internationale Dilemmes de l'humanité, à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Publié par la Marche Mondiale des Femmes des Amériques et Capire

**Coordination politique :**

Alejandra Laprea et Norma Cacho

**Coordination éditoriale :**

Helena Zelic

**Édition :**

Bianca Pessoa et Helena Zelic

**Traduction :**

Aline Scátola, Aline Murilo, Andreia Alves Manfrin, Luíza Mançano, Rane Souza

**Conception graphique et mise en page :**

Larissa Brandão et Nilton Brandão Júnior

**Distribution :**

Natália Blanco

**Soutien :**

We Social Movements - WSM

**ISBN:** 978-65-87591-18-6

Disponible sur [capiremov.org](http://capiremov.org)

CAPIRE



Soutien:



We Social Movements